Sciences-Po via la fac, c'est maintenant possible

VISITE MINISTÉRIELLE. *"Je peux être fier de dire que je prépare la fac à Sciences Po".* En écoutant les étudiants qui s'adressaient à elle, la ministre de la Fonction publique Annick Girardin a bu du petit lait, hier matin, à l'Université. Rien à voir avec l'ambiance tendue de la rencontre syndicale, la veille. Là, il n'était question que d'espoirs, de bonheur et d'envie de croquer l'avenir. Bref, s'ils avaient osé, tout le monde se serait embrassé.

Il est vrai qu'il y a de quoi s'enthousiasmer pour cette nouvelle offre en direction des étudiants réunionnais, qui leur permet de tenter le concours de Sciences Po Paris sans passer par les écrits. Mais aussi de se préparer pour les plus hauts concours de la fonction publique, catégories A et A+. La première promotion compte une vingtaine d'inscrits.

QUESTION DE DIVERSITÉ

Le directeur de la prestigieuse école parisienne, en visioconférence, a rappelé que son établissement est déjà lié à cinq lycées par des conventions. Mais l'Université est le premier établissement supérieur de la Réunion, un territoire qui envoie *"82 % des candidats d'outremer"*.

Le dispositif présenté hier s'adresse donc aux étudiants qui suivent un parcours de licence économie, gestion ou AES, avec des modules fournis par Sciences Po, en présentiel ou en "e-cours", pour obtenir un Diplôme Universitaire "Ambition". S'ils échouent, ils valident tout de même un master 1.

"Il s'agissait d'un engagement de François Hollande lors de sa venue en août 2014", n'ont pas manqué de rappeler les interlocuteurs. Quant à Annick Girardin, elle a rappelé que la fonction publique ne compte que 8% de moins de 30 ans et *"ne représente pas la diversité de la France. C'est une nouvelle démonstration que l'on sait innover, on sait créer, dans les outre-mer"*.

D.C.

Annick Girardin avec la première promotion de ce nouveau parcours qui prépare à Sciences Po et aux concours de catégorie A.

COMMUNIQUÉ

mdph

VIGILANCE ESCROQUERIE DANS LE SUD AUPRÈS DE PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Une dame se présente actuellement dans le Sud au domicile de personnes handicapées en déclarant être salariée de la MDPH. Elle leur demanderait de lui fournir un relevé d'identité bancaire (RIB) pour obtenir le versement d'une prétendue aide financière de

Un accès direct aux grands concours

Dès la prochaine rentrée, l'université proposera une classe préparatoire aux grands concours de la fonction publique. Le parcours est déjà sur les rails. Les conventions qui l'officialisent ont été signées hier en présence de la ministre.

Un véritable parcours vers l'excellence pour les étudiants réunionnais. C'est ce qu'offrent les deux conventions signées hier midi dans la salle des conseils de l'université en présence de la ministre de la Fonction publique. Deux conventions qui unissent pas moins de sept partenaires: l'université, l'Etat, la Région, Sciences Po, le CHU, l'Institut régional médical de santé océan Indien (IRMSOI) et le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

Ce parcours va permettre aux étudiants d'accéder aux grands concours de la fonction publique (catégories A et A+) via un diplôme universitaire (en place depuis cette rentrée) et une classe préparatoire (à partir de la rentrée 2017). «*L'université va gagner en attractivité*», se félicite son président, Frédéric Miranville, rappelant qu'il s'agit là d'un engagement pris par le président Hollande lors de son déplacement dans l'île en 2014.

Il aura fallu du temps pour bâtir ce «*dispositif original, inédit*», souligne Cathy Pomart qui pilote le projet depuis deux ans. L'ancienne vice-présidente se félicite d'ailleurs de la «*confiance*» accordée à l'université par le président de la République pour que ce soit elle qui porte la classe préparatoire. «*Ce n'était pas une obligation. L'option d'un Institut régional d'administration, un temps évoquée, n'a pas été retenue. Nous pouvons désormais offrir des débouchés optimaux à nos étudiants*».

Le préfet Dominique Sorain, la ministre Annick Girardin et le président de l'université Frédéric Miranville. (Photo Emmanuel Grondin)

Thomas Clopin, Maéva Simme et Didier Ellaya, étudiants du « DU ambition ». (Photo Emmanuel Grondin)

En master à Sciences Po

Depuis la rentrée universitaire, une trentaine d'étudiants en L2 et autant en L3, tant dans le Nord que dans le Sud, suivent les modules du «DU ambition», en plus de leur cursus classique en droit, économie ou AES. Des modules axés sur la culture générale, l'esprit critique ou l'art oratoire, complétés par des e-cours de Sciences Po. Et à compter de la prochaine rentrée, la classe préparatoire à proprement parler ouvrira ses portes, uniquement sur le campus du Moufia, car adossée aux masters. Une trentaine d'étudiants sont attendus. À l'issue de cette prépa, les étudiants pourront tenter les concours d'entrée aux grandes écoles de l'administration. Didier Ellaya, lui, actuellement en L2 de droit au Tampon, s'attaquera à l'école de la magistrature. Il ne dit que du bien du «DU ambition» et notamment des revues de presse qui lui permettent d'améliorer son esprit critique. Thomas Clopin, pour sa part, souhaite entrer à Sciences Po depuis la terminale. Il espère y parvenir en passant par l'université. C'est là le sens de la seconde convention signée hier: conforter les «*passerelles*» qui existent déjà avec Sciences Po. Avec toujours le «*même objectif: promouvoir l'égalité des chances et favoriser la réussite des étudiants*», comme rappelé par le directeur, président hier par visioconférence. À condition de décrocher une mention bien à leur licence (droit, éco ou AES), les étudiants du «DU ambition» seront dispensés des épreuves écrites d'admissibilité en premier année de master à Sciences Po.

Olivier DANGUILLAUME

Quatre projets pour demain

«*Soit on proposera la fonction publique de demain, soit on nous l'imposera*». Pour que les agents puissent agir et non pas subir, dans cette administration «*très pyramidale*», Annick Girardin a lancé une vaste consultation nationale, baptisée «Ma fonction publique se réinvente». Trois thèmes ont été proposés: le numérique, le bien vivre au travail et l'innovation managériale. À La Réunion, premier territoire ultramarin à avoir répondu, c'est le premier thème qui a retenu l'attention.

Une vingtaine d'agents des trois fonctions publiques ont été réunis vendredi dernier et ont planché sur des idées susceptibles de faire bouger les choses. Quatre idées, pour autant d'ateliers, qui seront peut-être reprises dans le livret que doit sortir le ministère courant janvier 2017. Et peut-être que certains de ces projets, au niveau national, feront réagir les candidats à l'approche de la présidentielle.

Hier matin, dans les salons de la préfecture, les quatre projets ont été présentés à la ministre de la Fonction publique. Avec à chaque fois une petite mise en situation. Première idée: «Met' ensemble». Il s'agit d'une plate-forme permettant de mutualiser des connaissances, des compétences. Une sorte de «*boîte à outils*», résume la ministre, qui voit la une occasion de «*décloisonner*» les relations entre les trois versants de la fonction publique. Un concept qui reviendra à de nombreuses reprises dans les discussions.

Le deuxième projet, intitulé «Et si aller au travail devenait convivial?», consiste tout simplement, via une application, à développer le covoiturage entre les fonctionnaires. Le troisième, «Et si vous montiez en compétence?», prône «*l'immersion publique*» comme moyen de formation. Ou comment aller chercher, par exemple, une compétence en archivages à la mairie de Saint-Denis quand on travaille dans un autre versant de la fonction publique. Là aussi, ça décloisonne!

La quatrième et dernière idée, «tous innov' acteurs», propose de «*systématiser la créativité*», par exemple en lui réservant un jour - le vendredi? Et aussi en créant une «*co-mission ID*», pour innovation et développement. Le tout avec «*budget participatif*». Des quatre, c'est le projet qui semble avoir le moins séduit la ministre.

O.D.

La laïcité expliquée aux agents

Former l'an prochain un millier d'acteurs de terrain aux valeurs de la République et à laïcité. Pour y parvenir, près d'une centaine de formateurs, majoritairement des agents des trois fonctions publiques, ont bénéficié d'un programme défini au plan national, comme voulu par le comité interministériel du 6 mars 2015. Reste maintenant à déployer localement ce plan de formation. Une réunion technique a eu lieu lundi après-midi à la direction de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, à laquelle la ministre de la Fonction publique a assisté.

L'occasion pour Annick Girardin de noter que les agents publics sont les «*sentinelles*» des territoires et qu'à ce titre ils «*portent*» les valeurs de la République. Mais ces agents sont parfois «*démunis*» pour expliquer ces fameuses valeurs.

Notamment la «*confuse*» notion de laïcité, précise la directrice du CNFPT (Centre national de la fonction publique territoriale). Au pays du vivre ensemble, l'approche n'est pas la même que dans l'Hexagone. Un module spécial outre-mer, si l'on peut dire, va d'ailleurs être ajouté au kit national.

Les formateurs doivent désormais former un millier d'acteurs de terrain. (Photo Raymond Wae Tion)

Education

Sciences Po Paris : Le master ouvert aux étudiants de l'Université de La Réunion

Bonne nouvelle pour les étudiants réunionnais. Une convention entre L'Université de La Réunion et Sciences-Po Paris a été signée ce mardi en présence de la ministre de la Fonction publique, Annick Girardin. Elle permettra aux étudiants réunionnais d'accéder localement à une classe préparatoire aux concours des fonctionnaires mais également à une passerelle d'accès aux masters de la prestigieuse école d'études politiques.

Selon ses signataires, le but de cette convention entre l'Université de La Réunion et Sciences-Po Paris est de permettre aux étudiants de suivre dans l'île un parcours de qualité le plus tôt possible et

s'envoler ainsi le plus tardivement possible vers la métropole.

Pour rappel, 81% des postulants ultramarins à Sciences-Po Paris sont originaires de La Réunion. Comme l'explique Annick Girardin, la mise en place de cette convention marque une volonté triple : *"l'accompagnement des étudiants, leur proposer une formation d'accès aux grandes écoles qui leur permet de rester sur leur territoire d'origine le plus tardivement possible". "De plus, ce partenariat est une nouvelle démonstration de l'innovation et de l'ambition dans les DOM"*, poursuit la ministre.

"Je cherche à ce que la fonction publique de demain soit davantage ouverte aux jeunes car aujourd'hui, nous n'avons que 8% de moins de 30 ans dans la fonction publique, tous versants confondus", a-t-elle ajouté.

Une ouverture qui doit se faire avec *"davantage de jeunes de l'Outremer"*, martèle Annick Girardin :

"Une fonction publique plus ouverte à la diversité" (566.98 Ko)